

LE GENOCIDE DE SREBRENICA

Ivar Petterson, Solidarité Bosnie, janvier 2011

Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide adoptée par l'Assemblée de l'ONU le 9 décembre 1948 :

« Le génocide consiste à commettre certains actes dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Ces actes sont les suivants : meurtre de membres du groupe, atteinte à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence entraînant sa destruction physique, totale ou partielle ».

« Sont punissables non seulement les actes de génocide, mais encore l'entente en vue de commettre le génocide ou l'incitation à commettre le génocide, ainsi que la tentative de génocide et la complicité dans ce crime. »

1. Reconnaissance internationale du génocide de Srebrenica :

Les actes commis par les forces Serbes contre la population Bosniaque (ex-Musulmane) de la « zone protégée de Srebrenica » ont été reconnus comme actes de génocide par trois instances internationales :

- L'Assemblée de l'ONU du 15 novembre 1999 sur la base du Rapport sur Srebrenica présenté par son Secrétaire général Kofi Annan, Résolution 53/35.
- Le Tribunal Pénal International (TPIY) lors de son audience du 19 avril 2004 à La Haye.
- La Cour Internationale de Justice (CIJ) dans son Jugement du 7 février 2007.

Des enquêtes ont été menées sur le terrain par des experts du TPIY, dont Jean-Paul Ruez, commissaire français. Les preuves s'accumulent aussi par l'identification par ADN des victimes jetées dans de nombreux charniers primaires et secondaires. A ce jour, plus de 6000 victimes sont identifiées et enterrés au Mémorial de Potocari au cours des cérémonies collectives du 11 juillet.



Marche 2010

Des journalistes comme David Rhode, auteur du livre : « Le grand massacre », ont

également contribué par leurs enquêtes à éclairer les circonstances de ce génocide.

Plusieurs survivants du génocide ont également apportés de précieux témoignages, dont Semso Salihovic (habitant à Genève) avec son livre : *Nikad ne Zaboravi Cersku* ». Mais ces livres ne sont pas traduits en français.

A Genève, de nombreux témoignages ont été présentés par les survivants du génocide, notamment au cours d'une semaine organisée par Antoine Jaccoud en juin 2005 à la Maison de St-Gervais.

2. Le génocide de Srebrenica, emblématique d'une problématique plus vaste, qui nous concerne tous :

Le génocide de Srebrenica n'est que la partie reconnue, tel un iceberg, d'une entreprise criminelle beaucoup plus vaste (partie non-reconnue comme génocide) qui a eu pour cible la population bosniaque du fait de sa culture et religion musulmane, jugée incompatible pour l'avenir de l'Europe par certains décideurs locaux et internationaux.

Cette offensive destructrice a débuté par une élaboration intellectuelle dans certains cercles nationalistes, comme l'Académie des Arts et des Sciences de Belgrade, qui a rédigé son Mémoire en 1986 déjà.

C'est au tout début de l'offensive des forces Serbes, en avril 1992, qu'il y a eu le plus grand nombre de victimes, par la prise de plus du 2/3 du territoire de la Bosnie-Herzégovine, de villes et de villages, l'arrestation et le massacre ciblé des intellectuels et gestionnaires non-Serbes, notamment à Prijedor à l'ouest, Bjelina et Bratunac à l'est.

Longtemps évalué à environ 200.000 victimes entre 1992 et 1995, le nombre de victimes a été ramené après vérification à environ 130.000 personnes, dont 30.000 dans la région de l'est, Srebrenica compris. Cela signifie que si l'on déduit les 8300 victimes du génocide de Srebrenica de juillet 1995, environ 22.000 personnes ont été tuées entre avril 1992 et mars 1993. Depuis mars 1993, toute cette région avec une population jadis en majorité bosniaque (Musulmane) était sous contrôle des forces Serbes. Cette triste réalité est en général passée sous silence.

Cela ne signifie pas pour autant que toute la population serbe était complice. Il y a eu par exemple de nombreuses désertions parmi les jeunes Serbes.

L'ampleur du déni ou négationnisme en Serbie et « République Serbe » de Bosnie, mais aussi dans nos pays, constitue un obstacle important dans la reconnaissance des faits et l'amorce d'un véritable processus de réconciliation et de réunification en Bosnie-Herzégovine.

Ainsi même la partie reconnue par les Tribunaux internationaux, soit le génocide de Srebrenica, est contestée par certains milieux, faisant ainsi le lit de la montée d'un important courant populiste anti-musulman en Europe et aux USA.

Mais en Serbie même, une dizaine d'associations de droits humains et notamment « femmes en noir », ont mené un remarquable travail de clarification, qui a incité le Parlement de Serbie à approuver une Déclaration reconnaissant un massacre à Srebrenica. Si le terme « génocide » n'est pas utilisé, c'est tout de même un pas en

avant. C'était aussi pour répondre à une attente de l'Union européenne.

En « République Serbe de Bosnie » par contre, l'ampleur des crimes est encore loin d'être reconnue.



Mostar

3. La Yougoslavie, une histoire intéressante et mouvementée :

La première Yougoslavie (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) a été créée en 1918 dans le cadre de l'émergence des nations suite à l'effondrement des empires austro-hongrois et ottomans, qui avaient tous deux une composition multi-ethnique. En 1940, les forces de l'Axe (Allemagne nazie et Italie fasciste) se sont partagé la Yougoslavie et ont instauré deux régimes à leur solde : La Croatie oustachi de Pavelic, et le régime du Général Nedic en Serbie, qui ont tous deux livrés les juifs aux nazis. Mais ces deux régimes ont aussi monté leurs propres opérations : Les oustachis croates ont arrêté et exécuté, outre juifs, tziganes et résistants, environ 100.000 serbes, en particulier dans le Camp de Jasenovac au sud de Zagreb.

De leur côté, les Tchetchniks, royalistes serbes ont tués des milliers de bosniaques musulmans dans la vallée de la Drina.

Le travail de mémoire et de réconciliation n'a pas été mené jusqu'au bout par Tito, qui pensait résoudre ce problème par la dynamique de construction du socialisme. Mais ces mémoires blessées et non guéries ont brusquement resurgies en 1991.

Fondée en 1944 par Tito dans la zone libérée de Bosnie-Herzégovine sur la base de la lutte anti-fasciste de Partisans issus des différents peuples de Yougoslavie, la République socialiste de Yougoslavie a suscité de grands espoirs.

Cette République était elle-même basée sur une confédération de 6 Républiques (Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro) et deux régions autonomes (Kosovo et Voïvodine) rattachées à la Serbie.

La Yougoslavie était l'un des piliers de la ligue des pays non-alignés qui comprenait une majorité de pays avec des majorités de culture musulmane.

Le socialisme yougoslave avait comme originalité de se baser sur l'autogestion ou cogestion des entreprises par les travailleurs. Après la destruction du socialisme autogestionnaire expérimenté durant la révolution espagnole de 1936-39, la Yougoslavie constituait le seul exemple en Europe, ce qui a aussi contribué à pénaliser et isoler ce pays lorsqu'il s'est trouvé en difficulté financière dans les années 80, après deux décennies de réussite économique.

4. L'éclatement de la Yougoslavie :

Face aux dysfonctionnements internes du système autogestionnaire Yougoslave, dont la réglementation était devenue trop complexe et soumise aux pressions contradictoires de différents acteurs sociaux, il n'y a pas eu de mouvement social déterminant pour imposer et animer depuis la base la réforme du système autogestionnaire. Faute d'une telle alternative, due aussi au manque de démocratie, les dirigeants des plus grandes Républiques ont pris de plus en plus de poids, surtout depuis la mort de Tito en 1980, mais avec des intérêts divergents.

Le manque de confiance dans un avenir commun, sur fond de crise financière et de difficultés économiques (dette de 20 milliards de dollars) a eu pour conséquence la montée des nationalismes et l'éclatement de la Yougoslavie.

Depuis 1981, la crise entraîne des grèves et mouvements sociaux.

Seul interlude heureux : Les JO olympiques de Sarajevo en 1984.

En Serbie, c'est l'Académie des Arts et des Sciences qui théorise dans son Mémoire de 1986 l'option d'une grande Serbie, regroupant tous les serbes, y

compris des pays voisins, sous la houlette de Belgrade.

C'est Milosevic, arrivé au pouvoir en Serbie en 1989, qui a franchi le pas en abandonnant le socialisme pour le nationalisme avec son discours au Champ des Merles au Kosovo. En supprimant l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine il s'empare ainsi deux voix déterminantes pour la prise de pouvoir dans la Présidence tournante yougoslave.

Les kosovars répondent d'abord avec Rugova par des moyens non-violents, notamment par l'organisation d'écoles parallèles, pour demander un statut de République. Mais la Serbie, sous couvert de sauvegarde de la Yougoslavie, a répondu par la répression et le licenciement des fonctionnaires.

En 1990, éclatement de la Ligue Communiste (parti unique) et montée de partis nationalistes, y compris en Bosnie-Herzégovine.

En février 1991, tentative de médiation des Présidents bosniaques et macédoniens pour sauver la Yougoslavie.

Mais en mars 1991, Milosevic (président de la Serbie) et Franjo Tudjmann (prés. de la Croatie) se rencontrent secrètement à Karadjordjevo pour discuter de plans de partage de la Bosnie-Herzégovine, ne laissant qu'un petit bout de territoire aux bosniaques (Musulmans).

Le 28 juin 1991, la Croatie et la Slovénie déclarent leur indépendance.

Courte intervention, sans suite, de la JNA (Armée Yougoslave contrôlée par la Serbie) contre la Slovénie le 27 juin 1991 et attaque de la Croatie en juillet 1991, dont un tiers du territoire est occupé.

La ville de Vukovar est détruite et prise le 18 novembre 1991 après un siège sanglant. Cessez-le-feu en janvier 1992, mais une partie du territoire croate (notamment les Krajinas) reste sous contrôle serbe.

5. La Bosnie-Herzégovine attaquée :

En janvier 1991, proclamation de la « République Serbe de Bosnie » sur 1/5 du territoire de Bosnie-Herzégovine.

Le 29 février, référendum pour l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Cette décision a été prise non pas par

« nationalisme », mais pour ne pas tomber sous la coupe de la Serbie dans le cadre d'une « Yougoslavie » réduite à la Serbie, Monténégro et Macédoine après le départ de la Croatie et de la Slovénie.

L'indépendance est votée par 63% des citoyens, malgré le boycott des nationalistes Serbes.

Affrontements en mars 1992. Manifestation pacifiste inter-communautaire à Sarajevo interrompu par des tirs de tchetniks serbes sur la foule.

La guerre éclate le jour de la Déclaration d'indépendance de la République de Bosnie-Herzégovine le 4 avril 1992. Début du siège de Sarajevo et de l'offensive de la JNA et des forces spéciales Serbes dans le 2/3 du pays. Toutes les villes de l'est, le long de la Drina, tombent une à une sous la domination des forces Serbes.

Début du dit « nettoyage ethnique », de fait arrestation et extermination ciblée des intellectuels et gestionnaires non-Serbes et prise de contrôle de villes et villages.

C'est durant cette période où les Bosniaques ont été pris par surprise qu'il y a eu le plus de victimes : plus de 70.000, dont 20.000 dans l'est de la Bosnie-Herzégovine (avant le génocide de Srebrenica de juillet 1995 avec un peu plus de 8000 morts).

A défaut d'une Armée, les Bosniaques réussissent à organiser une résistance spontanée dans plusieurs régions : Sarajevo, Tuzla, Mostar, Zenica, Bihac, Maglaj et à l'est Gorazde, Konjevic Polje, Cerska, avec libération de Srebrenica en mai.

Depuis mai, une Armée Bosniaque est créée. Mais elle n'a pas d'armement lourd. Bricolage de fusils et de canons, notamment à Sarajevo, avec des tubes en métal.

En août 1992, révélation par des journalistes, dont André Gazut de « Temps présent », des camps de la mort de la région de Prijedor, où 3000 gestionnaires et intellectuels non-Serbes ont été parqués et exterminés.

Cette révélation suscite un mouvement de solidarité en Europe, notamment en France, avec la création de « Citoyens et citoyennes pour la Bosnie », mouvement

qui regroupera jusqu'à 400 collectifs (dont Mirna Bosna à Genève) et éditera un journal du nom de « Convergences ».

En mars 1993, lors d'un premier cessez-le-feu, une première réunion du Parlement de la République de Bosnie-Herzégovine décide d'adopter le terme de « Bosniaques » en remplacement de celui (prêtant à confusion) de « Musulmans » (inscrit par Tito en 1967 avec M majuscule dans la Constitution pour désigner une « nationalité » et non une religion.

Du coup a été proposé par Paul Garde (historien français) le terme de « Bosniens » pour désigner l'ensemble des habitants de Bosnie-Herzégovine (BH).

En avril 1993, les nationalistes Croates font à leur tour sécession avec Mate et attaquent la vieille ville de Mostar tenue par les Bosniaques sur les deux rives. Le fameux pont de Mostar, construit à l'époque Ottomane, est détruit par l'artillerie Croate. Il sera reconstruit après la guerre avec l'aide de la communauté internationale.

En juin 1993 à Genève, les présidents Milosevic et Tudjmann, qui se présentent comme défenseurs de l'Europe chrétienne face à la menace musulmane, réaffirment leur intention de procéder au partage de la Bosnie-Herzégovine, laissant juste un bout de territoire isolé aux bosniaques « Musulmans ».

De fait, les dites « Négociations de paix » menées sous l'égide de décideurs internationaux sont essentiellement axées sur la question de la partition du pays, avec une très forte pression sur les représentants de la République de Bosnie-Herzégovine (des Bosniaques, Serbes et Croates qui veulent maintenir un pays unifié) pour qu'ils acceptent - sous menace de rupture de l'aide humanitaire - le démantèlement d'un pays qui a une tradition multi-communautaire aussi longue que la Suisse, depuis l'an 1150.

Les Accords de Dayton parachèveront cette partition en créant deux « entités » : La Fédération Croato-Bosniaque (51% du territoire) et la « République Serbe de Bosnie » (49% du territoire).

Ce sont les USA qui favoriseront le rapprochement Croato-Bosniaque, mais la

région de Srebrenica sera tout de même abandonné à la « République Serbe », malgré le fait que le nombre de victimes a largement dépassé ce qui avait été sans doute convenu.



Le pont de Glodi

6. Le génocide de Srebrenica :

Avec un énorme courage, les habitants de la région de Srebrenica, avec au nord Cerska, Konjevic Polje, Pobudje, Kamenica et au sud Zepa, ont organisé une résistance spontanée après le massacre d'une cinquantaine d'hommes du village voisin de Glogova qui avaient donné leurs fusils de chasse à la JNA le jour précédent. La ville de Srebrenica est la seule en Bosnie à avoir été libérée, en mai 1992, après avoir été prise par surprise par les forces Serbes en avril. Toute cette région était avant 1992 composée d'une majorité de population Bosniaque à 74%.

Cette poche de résistance, au nord de Srebrenica, a tenu avec des moyens dérisoires jusqu'en mars 1993, mais n'a jamais pu faire la jonction avec le territoire libre de Bosnie-Herzégovine.

Ceci étant, cette résistance bloquait le principal axe routier entre Belgrade et Sarajevo, créant ainsi, surtout en hiver, des difficultés pour la logistique de l'armée Serbe. Ceci a sans doute joué un rôle dans la volonté de génocide manifesté en 1995.

Le 6 janvier 1993, la population affamée par le siège, s'est précipitée sur le village Serbe voisin de Kravica lors de la Noël orthodoxe, épisode tragique qui a fait une centaine de victimes à part égale de part et d'autre.

En mars 1993, une puissante offensive de l'Armée serbe a obligé cette population

résistante à se réfugier à Srebrenica en plein hiver. C'est là qu'est intervenu le Général de l'ONU : Philippe Morillon, qui a promis une protection internationale qui prendra la forme d'une « Zone de sécurité », qui restera aléatoire. En effet, Srebrenica est bombardée tous les jours par l'artillerie Serbe.

En mai 1995, le Conseil de sécurité de l'ONU décide de ne pas renforcer la défense de Srebrenica malgré des interceptions d'écoutes qui ne laissent aucun doute sur l'intention des forces Serbes et de Mladic. Lors de cette réunion, le Général Janvier plaide pour l'abandon de ces dites « enclaves », qui constituent un obstacle à la volonté de conquête des nationalistes Serbes.

De fait, l'ONU ne fera rien pour défendre la dite « Zone de sécurité », laissant les forces Serbes s'en emparer, comme probablement convenu à l'avance. Différents problèmes techniques (panne de fax, nuages, manque d'un feu vert du Secrétaire de l'ONU Boutros-Gali en vacance) serviront de prétexte...

Le 11 juillet, devant l'avancée des forces serbes, la Ville de Srebrenica est abandonnée : Les femmes, enfants et vieillards se réfugient 6 kilomètres plus bas dans la base de l'ONU de Potocari installé dans l'ex-zone industrielle. Quelques centaines d'hommes accompagnent des parents trop âgés pour marcher seuls. Ils seront tous exécutés les jours suivants.

De leur côté, après un bref adieu, 14.000 hommes forment une immense colonne depuis les hauts de Potocari et tentent de rejoindre Nezuk au travers d'un territoire d'une centaine de kilomètres contrôlé par les forces serbes.

Le 12 janvier, ils sont pris sous les tirs de l'artillerie serbe et sont aussi mitraillés par des militaires qui sont embusqués à proximité. Des milliers d'hommes sont tués et faute de possibilité de soins, les blessés sont condamnés à mort.

L'ONU n'interviendra pas pour secourir ces hommes, alors qu'ils étaient parfaitement visibles depuis les airs...

Le jour suivant, les survivants sont victimes de l'expérimentation d'armes non-létales à base de LSD. Complètement

désorientés, 3000 d'entre-eux sont ainsi capturés par les forces serbes et conduits à Kravica et Nova Kasaba, où ils sont exécutés par des forces spéciales.

Voir à ce sujet le site du TPIY à La Haye.

L'avant-garde de la colonne, qui a pu rejoindre le Mont Udric attend une journée, mais seuls des petits groupes peuvent rejoindre la tête de la colonne qui repart et parvient, après avoir évité une embuscade, devant les lignes Serbes à proximité de Nezuk le 17 juillet.

Une négociation s'engage pour un laisser-passer. Mais Mladic refuse, confirmant ainsi la volonté de mener le génocide jusqu'au bout.

A bout de force, complètement exténués, quelque 4000 survivants livrent une ultime bataille inégale (qui fera 400 victimes) et réussissent par miracle (une très forte averse les aidant) à passer les trois lignes serbes et rejoindre Nezuk.

Les autres survivants, dispersés, n'ont pas cette chance et environ 2000 d'entre-eux, tous des civils, erreront dans les forêts et montagnes durant des semaines et même plusieurs mois, avant de pouvoir traverser par petits groupes les lignes serbes et rejoindre la zone libre.

Les femmes, enfants et vieillards qui se sont réfugiés le 11 juillet dans la base de l'ONU installée dans l'ex-zone industrielle de Potocari, sont conduits en autocars le 13 juillet jusqu'à la ligne de front de Kladanj. Mais quelques centaines d'hommes qui avaient accompagnés leurs parents trop âgés, sont arrêtés et exécutés sur place par les forces serbes.

C'est probablement ces images filmées de Potocari qui donnent l'impression à l'opinion publique via les médias, que le génocide s'est déroulé sur place à Potocari. Le sort de quelques dizaines de femmes et d'enfants disparus est moins connu.

Sur les 8300 victimes du génocide de Srebrenica, jetés dans des charniers primaires et secondaires, environ 6000 ont été identifiés par ADN et enterrés dans le cimetière du Memorial de Potocari au cours de cérémonies regroupant environ 30.000 personnes chaque 11 juillet depuis l'inauguration du Mémorial en 2002.

La guerre se termine en décembre 1995 par la signature des Accords de Dayton, qui arrêtent la guerre, mais entérinent la division du pays en deux « entités » sur base ethnique, ce qui fragilise la paix et la reconstruction du pays.



Marche 2010

7. Points communs entre les génocides et leçons pour demain :

Les arméniens de Turquie en 1918 ont subi un génocide suite à l'émergence du nationalisme turc d'Ataturk qui a succédé à l'Empire multi-communautaire ottoman. L'émergence du nationalisme serbe (et en moindre mesure croate), qui a succédé au socialisme multi-communautaire yougoslave, a eu comme conséquence le génocide en Bosnie et plus particulièrement de Srebrenica.

Et depuis la période nazie (Shoah contre les juifs, tziganes, opposants politiques, handicapés) et la période stalinienne (disparition massive des déportés en Sibérie), la manipulation de masse est facilitée par les moyens audio-visuels.

Aussi bien au Rwanda en 1994 (génocide des Tutsis) qu'en Bosnie, les attaques contre des populations ciblées ont été précédées par des campagnes de propagande et manipulation de masse. Sur fond d'images de la 2ème Guerre mondiale, les bosniaques étaient ainsi décrits comme de dangereux musulmans intégristes prêts à poignarder les serbes dans le dos. Les nationalistes serbes ainsi que croates se présentaient à leurs interlocuteurs occidentaux comme un rempart de l'Europe contre l'islamisme, ce qui a sans doute contribué à imposer à la République de Bosnie-Herzégovine (pays pourtant reconnu par l'ONU) un embargo

sur les armes, lui interdisant de se procurer des armes pour se défendre, ce qui a bien sûr facilité le « nettoyage ethnique » et le génocide, la Serbie disposant d'un armement largement suffisant.

La propagande Serbe a même réussi à imposer le terme de « guerre civile », terme repris par les gouvernements, y compris Suisse, et par l'ONU elle-même, qui parlait « d'incidents entre belligérants », mettant sur le même pied toutes les dites « parties ».

Le jugement de la Cour Internationale de Justice de février 2007 a été otage de cette fausse interprétation du conflit.

La distinction entre propagande et réalité n'est donc toujours pas réalisée aujourd'hui, ce qui contribue à déstabiliser la Bosnie-Herzégovine, pays toujours divisé et actuellement sans gouvernement depuis les élections d'octobre.

Le Président de la « République serbe » Milovan Dodik, avec le soutien de la Serbie, poursuit la politique de destruction de la République de Bosnie-Herzégovine en sabotant les instances centrales et attendant le bon moment pour proclamer l'indépendance de la « République Serbe » et son rattachement à la Serbie.

Le conflit en Bosnie-Herzégovine est donc loin d'être terminé. Et même l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne ne garantit pas une évolution positive vu la montée des mouvements populistes anti-musulmans dans la plupart des pays de l'Union et aux USA.

8. Des initiatives positives :

La meilleure façon de contrer la propagande négationniste et les préjugés est d'inciter le maximum de gens de nos pays à aller sur place et voir par eux-mêmes ce qu'il en est.

C'est ainsi que depuis 2005, des français, suisses, hollandais, italiens, espagnols, suédois et d'autres pays, participent à la « Marche pour la paix » qui a lieu entre Nezuk et Potocari les 8, 9 et 10 juillet sur le parcours de 104 km. qui fut en juillet 1995 celui de la colonne des hommes partis des hauts de Potocari.

Voir site www.marsmira.org

De plus en plus de jeunes de toute la Bosnie-Herzégovine et de la diaspora participent à cette Marche qui a réuni en 2010 entre 6000 et 7000 marcheurs.

C'est devenu un événement important.

En 2009, une délégation de la Ville de Genève a participé à cette Marche avec Rémy Pagani, alors Maire de Genève.

La Ville de Genève, ainsi que d'autres Communes genevoises et vaudoises ont depuis 2005 contribué financièrement au travers de nos associations à la gestion et l'aménagement du chemin, symbolisé notamment par la reconstruction du pont en bois de Glodi (voir photo) par des volontaires de Kamenica.

La réalisation du projet de « Chemin pour la paix » permettra de parcourir cette trajectoire durant 8 ou 9 mois par an, avec balisage, chambres d'hôtes et gîtes d'étape, avec comme but à la fois un travail de mémoire et la solidarité avec les habitants, en majorité des Bosniaques qui sont retournés depuis 2000 pour reconstruire leurs maisons et cultiver leurs champs.

Des liens se reforment petit à petit entre les citoyens des différentes communautés.

Par exemple à Srebrenica, la Mairie est mixte, avec un Maire bosniaque (une exception en RS), ainsi que le Centre culturel, le Centre commercial et l'équipe de football, ce qui prouve bien que la division dite « ethnique » est artificielle.

9. Bibliographie :

Srebrenica, un génocide annoncé. Sylvie Matton. Flammarion. 2005

Vivre et mourir pour Srebrenica. Mihrija Fekovic-Kulovic. Riveneuve. 2010

Bosnie : témoin du génocide. Roy Gutman. Desclée de Bouvier. 1994

Nikad ne Zaboravi Cersku. Semsudin Semso Salihovic. CIP Sarajevo. 2008

Le Meurtre de la Bosnie. Rusmir Mahmutcehajic. Non-lieu. 2008

Vie et mort de la Yougoslavie. Paul Garde. Fayard. 1992

Sarajevo mon amour. Jovan Divjak. Bucher Chastel. 2004

Considérations salutaires sur le désastre de Srebrenica. Yves Laplace. Seuil. 1998

Paix et châtime (sur le TPIY). Florence Hartmann. 1999

Sites à consulter :

Dzana www.dzana.net,

Bhinfo www.bhinfo.org

Courrier des Balkans.

Mir Sada www.bosniemirsada.com

Dossier Association Solidarité Bosnie Genève 15, rue des Savoises 1205 Genève